Les envoyés spéciaux du « Monde » au Burundi ont été libérés

Le Monde, 29.01.2016 Le correspondant duÂ MondeÂ enÂ Afrique, Jean-Philippe RÃ©my, et le photographe britannique Philip Moore, arrÃªtÃ©s jeudi 28Â janvier Ã Bujumbura, ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s vendredi aprÃ¨s-midi. Ils avaient Ã©tÃ© interpellÃ services de sÃ©curitÃ© burundais lors dâ€™une descente dans un quartier contestataire de la capitale. InterrogÃ©s dans la matinÃ©e, les deux journalistes ont Ã©tÃ© transfÃ©rÃ©s devant le procureur vers 14 heures. Deux dÃ©lÃ©guÃ©s du ComitÃ© international de la Croix-Rouge puis lâ€™ambassadeur de France, accompagnÃ© dâ€™un reprÃ©sentant du consulat britanniq de la journaliste amÃ©ricaine Julia Steers, avaient pu leur rendre visite dans le bÃ¢timent de lâ€™Agence nationale de renseignement, situÃ© dans le quartier de Rohero Ã Bujumbura, prÃ¨s de la cathÃ©drale Regina Mundi.

MatÃ©riel confisquÃ© Contrairement Ã ce quâ€™a puÂ affirmerÂ laÂ police, Philip Moore nâ€™a pas Ã©tÃ© arrÃªtÃ© avec hommesÂ armÃ©s. Il se trouvait dans une Ã©glise lorsque des incidents ont Ã©clatÃ© dans le quartier de Nyakabiga. Jean-Philippe RÃ©my, venu leÂ chercher, Ã©tait sur place depuis une dizaine de minutes lorsquâ€™il a Ã©tÃ© apprÃ©hendÃ©. Mal libÃ©ration et lâ€™absence de charges retenues Ã leur Ã©gard, leur matÃ©riel professionnel (tÃ©lÃ©phones, carnet de notes, enregistreur et appareils photo) ne leur a pas Ã©tÃ© rendu au terme des auditions, ce qui faitÂ courirÂ des risques importants Ã leurs contacts et sources journalistiques, dans unÂ contexte de rÃ©pression gÃ©nÃ©ralisÃ©e. Â«Â Des Ã©trangers surpris au de criminelsÂ Â» Lâ€™annonce de leur interpellation, avec quinze autres personnes, avait Ã©tÃ© diffusÃ©e la veille par la Rad TÃ©lÃ©vision nationale duÂ BurundiÂ (RTNB) et confirmÃ©e officiellement surÂ TwitterÂ par leÂ conseillerÂ mÃ©dia et commu de la prÃ©sidence, Willy Nyamitwe. Dâ€™aprÃ¨s le communiquÃ© du ministÃ¨re de la sÃ©curitÃ© publique,Â Â«Â un mortier, kalachnikov et des pistolets ont Ã©tÃ© saisis au cours de cette opÃ©ration de police dans le quartier de NyakabigaÂ Â». Câ€™estÂ Â«Â la premiÃ¨re fois que des Ã©trangers sont surpris au milieu de criminelsÂ Â», avait rÃ©agi le porte-parole adjoin police, MoÃ¯se Nkurunziza, sur la RTNB. Le quartier de Nyakabiga est lâ€™un des bastions de la contestation contre leÂ pouvoirÂ du prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Les forces de lâ€™ordre quadrillent la zone depuis les soulÃ¨vements dâ€™avri contre un troisiÃ¨me mandat du chef de lâ€™Etat, et des caches dâ€™armes sont rÃ©guliÃ¨rement mises au jour. Câ€™est Ã et dans les quartiers contestataires de Musaga, de Mutakura et de Jabe quâ€™avait Ã©tÃ© menÃ©e la rÃ©pression des 11 et 12Â dÃ©cembre, au cours de laquelle prÃ¨s de deux cents personnes avaient Ã©tÃ© tuÃ©es. Des dizaines de corps de jeunes ligotÃ©s avaient Ã©tÃ© retrouvÃ©s dans les rues au matin. Le Monde,Â qui rÃ©clamait la libÃ©ration immÃ©diate de ses envo spÃ©ciaux, a tout de suite pris contact avec les autoritÃ©s burundaises et lâ€™ambassade de France Ã Bujumbura.Â Â«Â Des dÃ©marches diplomatiques sont en coursÂ Â», avait Ã©galement prÃ©cisÃ© dans la matinÃ©e le ministre desÂ affaires Ã©trangÃ¨resÂ franÃ§ais, Laurent Fabius, faisant part de saÂ Â«Â prÃ©occupationÂ Â». Lâ€™ONG Human Right Watch a sou queÂ Â«Â ces arrestations ont eu lieu dans un contexte de rÃ©pression sÃ©vÃ¨re de la part du gouvernement envers les journalistes, toutes les principales stations de radio privÃ©es burundaises Ã©tant suspendues depuis avril-maiÂ 2015.Â Â» Â«Â Au cours des derniers mois, des reprÃ©sentants du parti au pouvoir ont fait des commentaires de plus en plus nÃ©gatifs au sujet de journalistes Ã©trangers couvrant le Burundi.Â Â» ParÂ Elise Barthet